



Madame la Directrice Académique,

Cette année encore, malgré une dotation en postes positives, les conditions de rentrée peinent à s'améliorer pour les élèves et nos collègues. Certaines écoles ont des effectifs très chargés. D'autres écoles vont devoir fermer une classe au mois de septembre, alors que la rentrée est faite, ce qui est toujours très déstabilisant pour les élèves, les familles et les équipes.

D'autre part, nous tenions à vous faire part de notre grande inquiétude quant aux annonces gouvernementales et aux mesures prises dans la précipitation et à leurs conséquences sur les écoles du département :

- Un gros enjeu est mis sur la classe de CP, comme si tout se jouait uniquement cette année-là : les évaluations à l'entrée en CP vont à l'encontre de la philosophie des programmes, notamment de maternelle. Elles mettent une pression sur les familles et sur les élèves dès l'entrée à l'école élémentaire. Elles ont été faites sans aucune concertation avec la profession, dans la précipitation, à coups de grandes annonces médiatiques. De nouveau, la lutte contre l'échec scolaire est vue à travers le prisme du mérite et de la réussite individuelle, en mettant à mal la professionnalité des enseignants, qui sont tout à fait capables de mettre en place des évaluations diagnostiques qui leur permettront de connaître leurs élèves et de procéder à la remédiation nécessaire. Ce dont nous avons besoin pour nos élèves, ce n'est pas de nouvelles évaluations qui pourront servir de statistiques pour classer les écoles, mais de moyens supplémentaires, de formation et de temps. La mise en place des CP à 12 dans les écoles en REP + se fait à moyens constants, au détriment des postes de « Plus de maîtres que de classes » et des créations de postes pour d'autres niveaux de classes ou pour les RASED, dont les écoles ont cruellement besoin pour résoudre la difficulté scolaire. Les annonces gouvernementales laissent croire qu'il suffit de mettre en place des évaluations à l'entrée en CP, puis de faire des CP à 12 en REP+ pour que la difficulté scolaire soit « éradiquée », comme le dit notre ministre. Or, nous, pédagogues, savons bien que ces considérations sont un non-sens : quid de la maternelle où se mettent en place les premiers rapports avec l'école, la construction du langage, le devenir élève...? Quid de la politique des cycles, qui prend en compte les différences entre les élèves et leur donne du temps pour apprendre ? Pour le SNUipp-FSU, ces mesures sont démagogiques et dangereuses puisqu'elles culpabilisent l'élève rendu responsable de son échec. Les élèves ont besoin d'un climat scolaire bienveillant et d'une école ouverte, qui leur laisse le temps d'apprendre au sein d'un collectif fort prenant en compte leur individualité. Nous appelons les enseignants à ne pas faire passer ni remonter ces évaluations si ils ne les jugent pas utiles pour leur pratique pédagogique et à faire remonter leurs besoins aux IEN.
- Dans le même temps, les emplois aidés vont être supprimés ou non renouvelés. Comment les écoles peuvent-elles fonctionner correctement si les directeurs ne bénéficient plus de l'aide administrative dont ils ont besoin ? Comment peut-on accueillir les enfants à besoins particuliers et appliquer la loi 2005 dans de bonnes conditions si les

emplois des AVS sont menacés ? L'état doit créer de vrais emplois pérennes, occupés par des personnels formés et titularisés, au lieu de créer de la précarité et de supprimer les emplois sous prétexte d'économies.

- Le projet pour l'école du président de la république et du ministre de l'éducation nationale est le reflet de la philosophie politique générale : faire des économies sur le dos des plus défavorisés, réduire les droits des salariés avec la loi travail, décrédibiliser et diviser les représentants syndicaux. Dans la fonction publique, le gel du point d'indice et le retour du jour de carence sont de nouvelles attaques. Comment se fait-il que les pouvoirs publics ne considèrent plus la fonction publique que comme un poids et non comme une richesse pour notre pays ? La FSU appelle à participer à la manifestation du 12 septembre contre la loi travail et appellera les fonctionnaires à se mobiliser massivement contre les politiques d'austérité qui se mettent en place.